

Régimes spéciaux: les dix principaux acteurs de la grève et de la négociation

PARIS (AFP) - Ministres, patron(ne)s d'entreprise, et syndicalistes, dix personnalités se sont distinguées depuis le début de la grève contre la réforme des régimes spéciaux de retraite le 14 novembre, et disposent aujourd'hui des clés de la négociation et de la sortie du conflit.

Le gouvernement

. Xavier Bertrand: le ministre du Travail se démultiplie, arpentant les plateaux téléés et mettant en avant ses "100 heures de discussions" avec les syndicats. Martelant les principes "intangibles" de la réforme (allongement de la durée de cotisation à 40 années, principe de décote, indexation des pensions sur les prix au lieu des salaires), il fait une concession à la veille de la grève en allégeant l'effet de la décote, et assure que les agents qui travailleront plus longtemps ne perdront "pas un euro" pour les convaincre d'accepter la réforme.

[>photo1<]

Raymond Soubie: le conseiller social du président Nicolas Sarkozy travaille à dégager une voie de passage entre la réforme et les demandes de contreparties des syndicats. Il joue le rôle du modérateur, acceptant que la reprise du travail ne soit pas un préalable à l'ouverture de la négociation.

[>photo2<]

. François Fillon: le Premier ministre, père de la réforme des retraites des fonctionnaires en 2003, veut incarner la fidélité à l'engagement de campagne de M. Sarkozy de mettre les Français "à égalité" devant la retraite. Affirmant dès la rentrée que la réforme était "prête", il rappelle régulièrement les principes de fermeté.

Les dirigeants d'entreprises

[>photo3<]

. Guillaume Pépy: le numéro deux de la SNCF assure la "voix" de l'entreprise en direction des usagers. En contact suivi avec les syndicats, il réussit à sortir la Fgaac (deuxième chez les conducteurs) du front des grévistes et mène des discussions en coulisse avec la CFDT, CFE-CGC et CFTC, lâchant des promesses sur les salaires et pensions futures.

. Anne-Marie Idrac: discrète au début de la grève, la présidente de la SNCF accélère l'ouverture de la négociation en écrivant aux syndicats samedi pour leur proposer des discussions en présence de l'Etat. Elle assure qu'il y aura "du grain à moudre" et un budget pour convaincre les cheminots d'accepter la réforme.

[>photo4<]

. Pierre Mongin: le président de la RATP met en avant la réussite de sa démarche, se disant "plus avancé" dans la négociation que la SNCF qui "n'a pas réussi à parler à ses syndicats", dans le Figaro. Il dément ensuite ces propos, précisant n'avoir "pas porté de jugement" sur la relation entre la SNCF et ses syndicats.

Les syndicalistes

[>photo5<]

. Bernard Thibault: le secrétaire général de la CGT, figure de la longue grève de 1995 à la SNCF, tente d'éviter que le conflit ne tourne à l'affrontement entre cheminots et salariés du privé. Il martèle que la réforme préfigure des mesures douloureuses pour les retraités du privé. La veille de la grève, il fait une ouverture en acceptant de négocier dans les entreprises, à condition que l'Etat soit présent. Depuis mardi, il met en garde les grévistes contre l'enlisement dans un mouvement minoritaire et politisé.

François Chérèque: convaincu que le passage aux 40 ans de cotisation est inéluctable, le secrétaire général de la CFDT appelle à la suspension du mouvement dès le premier soir de grève, estimant avoir des garanties suffisantes. Une décision que sa fédération cheminote, quatrième à la SNCF, met deux jours à accepter. Son attitude lui vaut des huées de militants mardi dans une manifestation à Paris.

[>photo6<]

. Didier Le Reste: le leader de la CGT-cheminots, premier syndicat de la SNCF, parvient à imposer sa stratégie "en deux temps", en appelant d'abord à une grève de 24 heures le 18 octobre, puis à une grève reconductible. Présenté comme un "dur" dans les médias, il parvient à tenir une relative unité syndicale, des radicaux de Sud Rail aux cadres de la CFE-CGC, malgré le retrait de la grève de la Fgaac puis de la CFDT.

[>photo7<]

. Christian Mahieux: le dirigeant de Sud Rail, syndicat le plus intransigeant, se rallie à la démarche d'unité syndicale autour de M. Le Reste, tout en appelant à suivre l'avis des assemblées générales, parfois plus combatives. Il demande le retrait du projet, tout en acceptant de participer aux négociations à la SNCF.